GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE .....

..... *LYON*

Folio : 113/119

Date : 09/10/2001

BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

Nos références : n°de dépôt : **A2001/019142**
n°de gestion : **1995B02274**
n°SIREN : **402 116 446 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de LYON certifie avoir procédé le 08/10/2001 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

UGIS société à responsabilité limitée

11 montée de Chambery 69800 st Priest -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

statuts mis à jour (2 exemplaires)
acte sous seing privé (2 exemplaires)
procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire (2 exemplaires)

Concernant les évènements RCS suivants :

modification des principales activités
Adjonction d'activité
Suppresion partielle d'activité
modification du capital social
cession de parts

Le mot "ORIGINAL" ci-dessus signifie que vous êtes en présence d'un original émanant du greffe

IMPRIMERIE NATIONALE SECURITE

UGIS

SARL au capital de 20 000 Euros
Siège Social : 69800 SAINT PRIEST
11 Montée de Chambéry

RCS LYON 402 116 446

CERTIFIE CONFORME
A L'ORIGINAL

STATUTS

Les présents statuts ont été mis à jour aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 23 mai 2001

Titre I

Forme - Objet - Dénomination - Siège - Durée Exercice - Gérance

Article 1er - Forme

Il est formé entre les comparants une Société A Responsabilité Limitée, qui sera régie par la loi du 24 juillet 1966 (appelée aux présentes « la loi »), par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

Article 2 - Objet

La société a pour objet :

- La prise d'intérêts ou de participations dans toutes sociétés, groupements, entreprises françaises ou étrangères industrielles ou commerciales, quel que soit leur objet , par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux ou autrement,

- La gestion de son portefeuille de titres de participation

- Toutes prestations de services administratives et commerciales, en ce compris la conception, l'étude théorique, technique, la réalisation, la commercialisation ainsi qu'en général, toutes prestations de conseil, auprès des sociétés dans lesquelles sont détenues des participations ; toutes activités fonctionnelles pouvant être nécessitées par la gestion de ces sociétés.

Article 3 - Dénomination

La dénomination de la société est UGIS

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à SAINT PRIEST (69800) – 11 Montée de Chambéry

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

Titre II

Apports - Capital - Parts sociales

Article 7 - Apports

1°) Lors de la constitution de la société, les associés ont fait apport à la société d'une somme totale cinquante mille francs, ci :	50 000,00 F
2°) A titre d'augmentations de capital : - aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 23 mai 2001 il a été incorporé au capital une somme de trente six mille cinq cents francs, ci : prélevée sur le compte « Autres Réserves » au moyen de l'élévation de la valeur nominale des cinq cents parts qui a été porté de cent francs (100 F) à cent soixante treize francs (173 F)	36 500,00 F
- aux termes de la même assemblée générale extraordinaire, il a été apporté par un associé la somme quarante quatre mille quatre cent soixante et un francs, ci : par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, correspondant à deux cent cinquante sept (257) parts sociales de 173 F chacune de nominal intégralement libérées en numéraire.	44 461,00 F
Total des apports :	130 961,00 F

Article 8 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 20 000 Euros, divisé en sept cent cinquante sept (757) parts sociales entièrement souscrites et libérées, réparties entre les associés comme suit :

- Monsieur Marc OUGIER, à concurrence de sept cent sept parts numérotées de 1 à 450 inclus et de 501 à 757 inclus, ci :	707 parts
- Monsieur Patrice OUGIER, à concurrence de vingt cinq parts numérotées de 451 à 475 inclus, ci :	25 parts
- Monsieur Hervé OUGIER, à concurrence de vingt cinq parts numérotées de 476 à 500 inclus, ci :	25 parts
TOTAL :	757 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que les cinq cents parts leur appartiennent, sont entièrement souscrites et intégralement libérées en numéraire et réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondent à leurs droits respectifs.

Article 9 - Modifications du capital social

I - Augmentation du capital

1°) - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2°) - Souscription en numéraire et apports en nature

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un Notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux Apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

3°) - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

4°) - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

. En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

. L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

II - Réduction du capital social

1°) - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidé que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que la société n'ait été transformée en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander au Tribunal de Commerce la dissolution de la société, deux mois au moins après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation. Cette mise en demeure est adressée à la société par acte extrajudiciaire.

2°) - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

A défaut par la gérance ou le Commissaire aux Comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au Tribunal de Commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 10 - Représentation des parts sociales - Interdiction d'émettre des valeurs mobilières

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Article 11 - Transmission des parts sociales

I - Cession

1°) - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code Civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Greffe du Tribunal de Commerce.

Par cession au sens du paragraphe 1°) ci-dessus, il faut entendre dès lors que les opérations concernées ont lieu entre vifs : toutes cessions à titre onéreux, toutes mutations à titre gratuit, tous échanges, tous apports à toute personne morale non compris dans une opération de fusion ou de scission, toutes attributions soit consécutives à un partage d'une communauté entre époux, soit consécutives à un partage partiel anticipé réalisé par une personne morale au bénéfice d'un de ses membres, et plus généralement toute opération quelconque ayant pour but ou pour résultat le transfert entre vifs de la propriété d'une ou plusieurs parts.

2°) - Agrément des cessions

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des associés qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter les associés par écrit sur ce projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

3°) - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code Civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Le cas échéant, les dispositions de l'article 35 de la loi relatives à la réduction du capital au-dessous du minimum légal seront suivies.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1°) - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayant droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité en nombre des associés survivants.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout Notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers et ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers et ayants droits ou conjoint survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

2°) - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

Article 12 - Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires, et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

Article 13 - Droits des associés

1°) - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2°) - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3°) - <u>Nantissement des parts</u>

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les conditions de l'article 2078 du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

4°) - <u>Information des associés</u>

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste des gérants et des Commissaires aux Comptes en exercice et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à deux francs.

Les droits d'information des associés sur les comptes sociaux et autres documents sont exposés sous l'article 24 ci-après des présents statuts.

5°) - <u>Comptes Courants Associés</u>

Chaque associé pourra, avec le consentement de la gérance, verser dans la caisse sociale des fonds en compte courant pour une durée et moyennant un intérêt qui seront fixés d'accord entre l'associé et le gérant au moment du versement des fonds. La gérance devra toujours réserver à la société la faculté de rembourser par anticipation et devra appliquer les mêmes conditions à tous les associés titulaires de comptes. Le tout, sauf cas particuliers, à soumettre à la décision des associés.

A défaut de durée fixée entre le gérant et l'associé qui aura fait l'avance, ce dernier ne pourra retirer ses fonds qu'après un préavis de SIX mois adressé par écrit à la gérance et le retrait ne pourra être effectué que s'il n'est pas de nature à entraver les opérations normales de la société.

Enfin, en cas de retraite d'un associé de la société ou de son décès, le montant créditeur de son compte courant devra être remboursé à lui-même ou à ses héritiers dans le délai limite d'un an de sa retraite ou de son décès.

Article 14 - Décès ou Incapacité d'un associé

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

Titre III

Gérance

Article 15 - Nomination - Pouvoirs de la gérance

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés par décision collective ordinaire des associés.

En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, à la signature sociale, donnée par les mots : « Pour la société - Le Gérant ou l'un des Gérants », suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Article 16 - Durée des fonctions de la gérance

1°) - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée dans les statuts, sous l'article 31 puis au cours de la vie sociale, par la décision collective qui les nomme.

2°) - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également résilier ses fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

3°) - Nomination d'un nouveau gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonction, soit du Commissaire aux Comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

Article 17 - Rémunération de la gérance

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 18 - Conventions entre la société et la gérance ou un associé

1°) - Le gérant ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

2°) - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3°) - S'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions qu'un gérant non-associé envisage de conclure avec la société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4°) - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

5°) - Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec toute société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6°) - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 19 - Responsabilité de la gérance

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article 52 de la loi.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article 54 de la loi.

Titre IV

Décisions collectives

Article 20 - Modalités

1°) - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du Commissaire aux Comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 21 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés et peuvent également résulter du consentement de tous les associés, exprimé dans un acte.

2°) - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3°) - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des voix émises, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa qui précède, des décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4°) - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 11 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales ; par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société en société de toute autre forme, notamment en société anonyme, est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi.

Le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 21 - Assemblées générales

1°) - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux Comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 24 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le Commissaire aux Comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2°) - <u>Ordre du jour</u>

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3°) - <u>Participation aux décisions et nombre de voix</u>

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4°) - <u>Représentation</u>

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5°) - <u>Réunion - Présidence de l'assemblée</u>

L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 22 - Consultations écrites

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 23 - Procès verbaux

1°) - Procès verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

2°) - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

3°) - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du Tribunal de Commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

4°) - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 24 - Information des associés

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des Commissaires aux Comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des Commissaires aux Comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le Ministère Public et le Comité d'Entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée, le cas échéant, aux Commissaires aux Comptes.

Titre V

Contrôle de la société

Article 25 - Commissaire aux comptes

La nomination d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un Commissaire aux Comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux Comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Titre VI

Comptes sociaux - Bénéfices - Dividendes

Article 26 - Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 27 - Affectation et répartition des bénéfices

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "RESERVE LEGALE". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "REPORT A NOUVEAU DEBITEUR", constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête de la gérance.

Titre VII

Dissolution - Liquidation - Contestations

Article 28 - Dissolution

1°) - <u>Arrivée du terme statutaire</u>

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2°) - <u>Dissolution anticipée</u>

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, (50), la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

Article 29 - Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des Commissaires aux Comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Article 30 - Contestations

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Article 31 - Gérance

La gérance de la société est assurée par Monsieur Marc OUGIER qui accepte.

La durée de ses fonctions est non limitée.

Le gérant exercera ses fonctions dans les conditions prévues au Titre III des présents statuts.

L'AN DEUX MIL UN
LE TROIS MAI

MR

Maître Didier LECLERCQ, notaire comparant, membre de la société dénommée "Didier LECLERCQ, Henry BENOIST et Paul GOURGUE, notaires associés", société civile professionnelle titulaire d'un office notarial à la résidence de GRENOBLE (Isère), 22 Boulevard Edouard Rey ;

Agissant à la requête des parties ci-après identifiées, a reçu le présent acte authentique comportant
CESSION DE PARTS SOCIALES :

Identification des parties

DROITS D'ENREGISTREMENT PAYÉS SUR ETAT
Autorisation du 31 mai 1965

1°) – Monsieur Marc OUGIER, gérant de société, demeurant à LE FRENEY D'OISANS (Isère),
né à LE FRENEY D'OISANS (Isère) le 20 mai 1949,
de nationalité française,
Divorcé, non remarié

2°) – Monsieur Patrice OUGIER, commercial, demeurant à CHASSIEU (Rhône), 2 rue Georges Claude,
né le 14 mai 1971 à SAINT MARTIN D'HERES (Isère)
de nationalité française
célibataire

3°) – Monsieur Hervé OUGIER, agent technique, demeurant à DECINES (Rhône) 14 rue Emile Zola
né le 23 août 1972 à SAINT MARTIN D'HERES (Isère)
de nationalité française
célibataire

4°) – Monsieur Jacques OUGIER, retraité, époux de Madame Eliane MORIN, demeurant ensemble à AVERMES (03000) 22 rue Guillaumin
né le 12 mars 1940 à GRENOBLE (Isère)
de nationalité française
Mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat préalable à leur union, célébrée en la mairie de SAINT EGREVE le 20 novembre 1965

5°) – Monsieur René OUGIER, directeur des ventes, époux de Madame Michèle OUGIER, demeurant ensemble à SAINT ISMIER (Isère) 498 Chemin de Buttit
né le 22 janvier 1943 à FRENEY D'OISANS (Isère)
de nationalité française
mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la mairie de LA POISSONNIERE le 23 septembre 1967

6°) – Monsieur MASIER Bernard, maître d'œuvre, époux de Madame ODRU, demeurant ensemble à SAINT JEAN DE MOIRANS (Isère) La Manche,
né le 24 juin 1937 à GRENOBLE (Isère)
de nationalité française
mariés sous le régime de la séparation en vertu d'un contrat reçu par Maître FILHASTRE notaire à BOURG D'OISANS le 12 septembre 1969
préalablement à son union célébrée en la mairie de GRENOBLE le 30 août 1969.

7°) – Monsieur Jacques BAUMANN, directeur d'agence, époux de Madame Jeannine BAKINN, demeurant à SEYSSINS (Isère), 21 Rue du Bournet
né le 14 août 1942 à VOIRON (Isère)
de nationalité française
originairement soumis au régime légal ancien de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat préalable au mariage célébré en la Mairie d'ECHIROLLES (Isère) le 25 juillet 1964, mais actuellement soumis au régime de la communauté universelle, suivant contrat reçu par Maître Didier LECLERCQ, notaire à GRENOBLE le 29 janvier 1991, contenant changement de régime matrimonial régulièrement homologué suivant jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE le 13 mai 1991.

Ci-après dénommés "LES CEDANTS"

D'UNE PART

8°) – La société UGIS, SARL au capital de 50 000 Francs, dont le siège social est à SAINT PRIEST (Rhône), 11 Montée de Chambéry, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 402 116 446.

Ci-après dénommée "LA CESSIONNAIRE",

D'AUTRE PART

Présence – Représentation

La Société UGIS est ici représentée par Madame Marie ROIG, clerc de notaire, demeurant à GRENOBLE, 22 Boulevard Edouard Rey, aux termes d'une délibération en date du 26 avril 2001, ci-annexée.

Monsieur Marc OUGIER est ici présent.

Monsieur Patrice OUGIER, Monsieur Hervé OUGIER, Monsieur Jacques OUGIER, Monsieur Jacques BAUMANN, Monsieur René OUGIER et Monsieur Bernard MASIER sont ici représentés par Madame Guylaine MANGIONE, secrétaire, demeurant à GRENOBLE, 22 Boulevard Edouard Rey, aux termes de pouvoirs annexés aux présentes.

Préalablement à la cession de parts sociales
Faisant l'objet des présentes
Les parties ont tout d'abord exposé ce qui suit :

Exposé

Suivant acte sous seings privés en date du 17 septembre 1979, dûment enregistré, il a été constitué une Société A Responsabilité Limitée dont la dénomination sociale est SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS MONTEIL.

Le capital de cette société s'élève à la somme de cinquante mille francs (50 000 F). Il est divisé en cinq cents (500) parts sociales de cent francs (100 F) chacune de nominal, intégralement libérées en numéraire, réparties ainsi qu'il suit entre les associés :

DROIT DE TIMBRE
PAYÉ SUR ETAT
Autorisation
du 31 Août 1965

- Monsieur Marc OUGIER, propriétaire de quatre cent quatre vingt quatorze parts numérotées de 1 à 494 inclus, ci	494 parts
- Monsieur Patrice OUGIER, propriétaire d'une part portant le numéro 495, ci :	1 part
- Monsieur Hervé OUGIER, propriétaire d'une part portant le numéro 496, ci :	1 part
- Monsieur Jacques OUGIER, propriétaire d'une part portant le numéro 497, ci :	1 part
- Monsieur René OUGIER, propriétaire d'une part portant le numéro 498, ci :	1 part
- Monsieur Bernard MASIER, propriétaire d'une part portant le numéro 499, ci :	1 part
- Monsieur Jacques BAUMANN, propriétaire d'une part portant le numéro 500, ci :	1 part
TOTAL	500 parts

Cette société a pour objet en France et dans tous pays :

L'exploitation d'un fonds de commerce de radio, télévision, électricité, ainsi que toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières, industrielles, financières se rattachant directement ou indirectement audit objet ou pouvant en favoriser l'extension ou le développement.

Son siège social est fixé à SAINT PRIEST (Rhône) 11 Montée de Chambéry.

Elle a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 317 048 965

Le gérant de la société est Monsieur Marc OUGIER

Les statuts de la société stipulent, sous l'article 13 « Cessions de parts entre vifs » la clause suivante ci-après littéralement reproduite :

« Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé. Elles ne seront opposables à la société qu'autant qu'elles auront été déposées au siège social conformément à la loi.
Elles ne seront opposables aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité et, en outre, le dépôt de deux expéditions ou de deux originaux de l'acte de cession en annexe au registre du commerce et des sociétés.
Entre les associés, les parts sont librement cessibles mais elles ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. »

Ceci exposé, il est passé à la cession de parts Sociales faisant l'objet des présentes

Conventions

Par les présentes :

- Monsieur Marc OUGIER, comparant de première part, cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière à la SARL UGIS, comparante de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de quarante quatre (44) parts sociales de cent francs chacune de nominal, entièrement libérées, portant les numéros 451 à 494 inclus, lui appartenant dans la SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS MONTEIL, ci-dessus désignée,

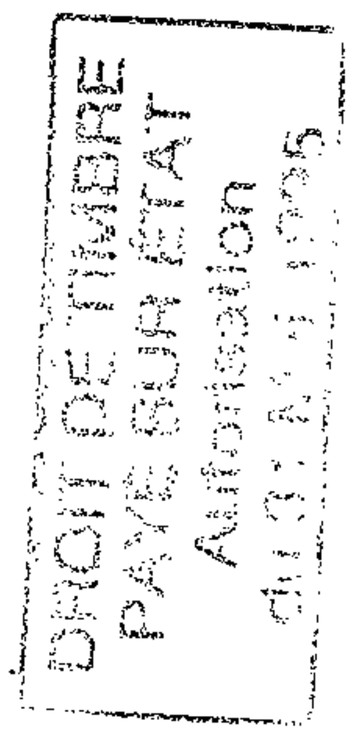
- Monsieur Patrice OUGIER, comparant de première, cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière à la SARL UGIS, comparante de seconde part, qui accepte, la pleine propriété d'une (1) part sociale de cent francs de nominal, entièrement libérée, portant le numéro 495, lui appartenant dans la SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS MONTEIL, ci-dessus désignée,

- Monsieur Hervé OUGIER, comparant de première, cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière à la SARL UGIS, comparante de seconde part, qui accepte, la pleine propriété d'une (1) part sociale de cent francs de nominal, entièrement libérée, portant le numéro 496, lui appartenant dans la SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS MONTEIL, ci-dessus désignée,

- Monsieur Jacques OUGIER, comparant de première, cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière à la SARL UGIS, comparante de seconde part, qui accepte, la pleine propriété d'une (1) part sociale de cent francs de nominal, entièrement libérée, portant le numéro 497, lui appartenant dans la SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS MONTEIL, ci-dessus désignée,

- Monsieur René OUGIER, comparant de première, cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière à la SARL UGIS, comparante de seconde part, qui accepte, la pleine propriété d'une (1) part sociale de cent francs de nominal, entièrement libérée, portant le numéro 498, lui appartenant dans la SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS MONTEIL, ci-dessus désignée,

- Monsieur Bernard MASIER, comparant de première, cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière à la SARL UGIS, comparante de seconde part, qui accepte, la pleine propriété d'une (1) part sociale de cent francs de nominal, entièrement libérée, portant le numéro 499, lui appartenant dans la SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS MONTEIL, ci-dessus désignée,



- Monsieur Jacques BAUMANN, comparant de première, cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière à la SARL UGIS, comparante de seconde part, qui accepte, la pleine propriété d'une (1) part sociale de cent francs de nominal, entièrement libérée, portant le numéro 500, lui appartenant dans la SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS MONTEIL, ci-dessus désignée,

Origine de propriété

Les cédants sont propriétaires des parts cédées pour les avoir acquises aux termes de diverses cessions de parts dûment enregistrées.

La propriété des parts et son opposabilité à la société résultent des statuts dont une copie certifiée conforme par le gérant a été remise ce jour au cessionnaire.

L'opposabilité aux tiers de cette propriété résulte suffisamment du récépissé de dépôt de l'acte de cession délivré par Monsieur le Greffier du Tribunal de Commerce de LYON, dont une copie a été remise ce jour au cessionnaire.

Propriété - Jouissance

Par les présentes cessions de parts sociales, la cessionnaire devient propriétaire des parts cédées à compter de ce jour, avec tous les droits et obligations y attachés. Ils en auront la jouissance par la perception de tous produits attribués auxdites parts, à compter de ce jour et quel que soit l'exercice auquel ils se rapportent.

En conséquence, les cédants mettent et subrogent purement et simplement la cessionnaire, dans tous leurs droits et actions contre la société au titre des parts cédées, la cessionnaire étant par ailleurs tenue à l'exécution de toutes les obligations que la propriété de ces parts peut entraîner.

Il est rappelé ici qu'il n'est délivré aucun titre représentatif des parts sociales cédées et que leur propriété résulte uniquement des statuts énoncés dans l'exposé qui précède, que la cessionnaire déclare parfaitement connaître.

Prix

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix unitaire de cent soixante sept euros et soixante neuf cents (167,69 €), soit une contre valeur de mille cent francs (1 100 F), soit un prix global de huit mille trois cent quatre vingt quatre euros et soixante dix cents (8 384,70 €), soit une contre valeur de cinquante cinq mille francs (55 000 F) pour les cinquante (50) parts sociales présentement cédées, lequel prix a été payé par la cessionnaire aux cédants, savoir :

- à Monsieur Marc OUGIER, à concurrence de sept mille trois cent soixante dix huit euros et 53 cents, ci : soit une contre valeur de quarante huit mille quatre cents francs, ci :	7 378,58 €	48 400,00 F
- à Monsieur Patrice OUGIER, à concurrence de cent soixante sept euros et soixante neuf cents, ci : soit une contre valeur de mille cent francs, ci :	167,69 €	1 100,00 F
- à Monsieur Hervé OUGIER, à concurrence de cent soixante sept euros et soixante neuf cents, ci : soit une contre valeur de mille cent francs, ci :	167,69 €	1 100,00 F
- à Monsieur Jacques OUGIER, à concurrence de cent soixante sept euros et soixante neuf cents, ci : soit une contre valeur de mille cent francs, ci :	167,69 €	1 100,00 F
- à Monsieur René OUGIER, à concurrence de cent soixante sept euros et soixante neuf cents, ci : soit une contre valeur de mille cent francs, ci :	167,69 €	1 100,00 F
- à Monsieur Bernard MASIER, à concurrence de cent soixante sept euros et soixante neuf cents, ci : soit une contre valeur de mille cent francs, ci :	167,69 €	1 100,00 F
- à Monsieur Jacques BAUMANN, à concurrence de cent soixante sept euros et soixante neuf cents, ci : soit une contre valeur de mille cent francs, ci :	167,69 €	1 100,00 F
TOTAL égal au prix :	8 384,70 €	55 500,00 F

Ce prix a été payé ce jour, en dehors de la comptabilité du notaire, par la cessionnaire aux cédants, qui le reconnaissent et lui en donnent bonne et valable quittance, entière et définitive.

DONT QUITTANCE

Il est précisé que ce prix a été déterminé contradictoirement entre les parties, sur la base de la situation active et passive de la société, que les cessionnaires déclarent bien connaître et sur laquelle ils déclarent n'avoir aucune réserve à formuler.

Substitution de cautions

La cessionnaire s'engage expressément à se substituer aux lieu et place des vendeurs et des membres de leur famille le cas échéant, dans tous les engagements de cautions auprès de tous organismes financiers, pour tous emprunts, découverts bancaires et d'une manière générale, tous engagements financiers de la société vis-à-vis de tous tiers, de manière à ce que les vendeurs soient déchargés et libérés de tout appel en garantie à titre de caution, pour toutes dettes de la société, tant en principal, intérêts, frais et accessoires à concurrence des actions et parts cédées.

Cependant, si les cédants étaient malgré cela appelés en garantie, la cessionnaire s'engage expressément :

- à se substituer immédiatement à celui-ci pour le paiement de toutes sommes réclamées au cédant à ce titre ;

- ou bien à rembourser à première demande et sans délai le cédant si le paiement a déjà été effectué par ce dernier.

Cette clause est déterminante dans l'esprit des vendeurs, lesquels n'auraient pas contracté à défaut de celle-ci.

Intervention du conjoint du cédant

Au présent acte sont à l'instant intervenues :

- Madame Jeannine BAUMANN, épouse de Monsieur Jacques BAUMANN, laquelle est ici représentée par Madame Laure MESSINA, clerc de notaire, demeurant à GRENOBLE 22 Boulevard Edouard Rey, aux termes d'une procuration en date du 27.4.[illegible] ci-annexée ; laquelle, après avoir pris connaissance de ce qui précède, déclare, conformément aux dispositions de l'article 1424 du Code civil, donner son consentement tant à la cession mais sans se porter co-cédante, qu'à l'encaissement du prix par son conjoint mais sans prendre aucune responsabilité quant à cet encaissement, le prix ayant été remis à Monsieur BAUMANN sous sa seule signature.

- Madame Eliane OUGIER, épouse commune en biens de Monsieur Jacques OUGIER, laquelle est ici représentée par Madame Laure MESSINA, clerc de notaire, demeurant à GRENOBLE 22 Boulevard Edouard Rey, aux termes d'une procuration en date du ci-annexée ; laquelle, après avoir pris connaissance de ce qui précèdent, déclare, conformément aux dispositions de l'articles 1424 du Code Civil, donner son consentement tant à la cession mais sans se porter co-cédante, qu'à l'encaissement du prix par son conjoint mais sans prendre aucune responsabilité quant à cet encaissement, le prix ayant été remis à Monsieur OUGIER, sous sa seule signature.

- Madame Michèle OUGIER épouse commune en biens de Monsieur René OUGIER, laquelle est ici représentée par Madame Laure MESSINA, clerc de notaire, demeurant à GRENOBLE 22 Boulevard Edouard Rey, aux termes d'une procuration en date du ci-annexée ; laquelle, après avoir pris connaissance de ce qui précèdent, déclare, conformément aux dispositions de l'article 1424 du Code Civil, donner son consentement tant à la cession mais sans se porter co-cédante, qu'à l'encaissement du prix par son conjoint mais sans prendre aucune responsabilité quant à cet encaissement, le prix ayant été remis à Monsieur René OUGIER sous sa seule signature.

Agrément des associés

Tous les associés de ladite société, étant cédants aux présentes, l'agrément de ladite cession est réputé acquis par la seule signature du présent acte.

Déclaration des associés

Chaque associé, et le gérant, Monsieur Marc OUGIER, ès-qualité, déclarent que le projet de cession de parts, leur a été valablement notifié conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 Juillet 1966 et qu'ils n'ont aucune réserve à formuler de ce chef.

Déclarations d'état civil

Les parties certifient que :

LES CEDANTS :

- leur état-civil est bien celui mentionné en tête des présentes,
- ils sont de nationalité française,
- ils sont résidents français au sens de la réglementation des changes,
- ils disposent de la pleine capacité civile,
- ils n'ont été et ne sont l'objet d'aucune mesure ou sanction telle que liquidation ou redressement judiciaires ou faillite personnelle,
- les parts sociales cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits des cessionnaires.

LA CESSIONNAIRE :

- Les renseignements concernant la société, mentionnés ci-dessus sont exacts,
- La société est de nationalité française,
- Elle n'a été et ne fait l'objet d'aucune mesure ou sanction telles que règlement ou redressement judiciaire, liquidation de biens ou faillite,
- Elle n'est pas membre de la société.

Modification des statuts

En conséquence des cessions et des décisions ci-dessus constatées, les associés décident de modifier les statuts ainsi qu'il suit :

. En ce qui concerne l'article 7 - CAPITAL SOCIAL :

Cet article est purement et simplement supprimé pour être désormais libellé de la manière suivante :

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinquante mille francs ; il est divisé en cinq cents (500) parts sociales de cent (100) Francs chacune de nominal numérotées de 1 à 500 inclus, intégralement libérées.

Par suite des attributions effectuées lors de la constitution de la société, et de diverses opérations ultérieures, ces parts sociales sont reparties, ainsi qu'il suit, entre les associés :

- à Monsieur Marc OUGIER,
à concurrence de quatre cent cinquante parts
numérotées de 1 à 450 inclus, ci : 450 parts

- à la SARL UGIS,
à concurrence de cinquante parts
numérotées de 451 à 500 inclus, ci : 50 parts

TOTAL 500 parts

Formalités

ENREGISTREMENT :

Le présent acte sera enregistré à la recette des impôts de GRENOBLE/VERCORS.

Les cédants déclarent que les parts cédées sont taxables suivant les modalités de l'article 726 du Code Général des Impôts.

OPPOSABILITE DE LA CESSION :

Mr Marc OUGIER, agissant en qualité de gérant de la société MONTEIL déclare, ès-qualités, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil, accepter la cession de parts dont s'agit, en vue de son opposabilité à la société et, par conséquent, dispenser les parties de la signification par acte d'Huissier.

Mr Marc OUGIER, déclare, en outre, qu'il n'existe entre ses mains aucune opposition ni empêchement quelconque pouvant arrêter l'effet de ladite cession.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE :

Conformément aux prescriptions légales et réglementaires, deux expéditions des présentes seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de GRENOBLE en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés en ce qui concerne leur opposabilité aux tiers. Tous pouvoirs sont conférés à tout porteur d'expéditions du présent acte en vue de l'accomplissement de ces formalités.

Imposition sur la plus value

Les parts présentement cédées appartiennent au cédant pour les avoir acquises ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Il reconnaît avoir été avisé par le notaire comparant, de l'obligation de déclarer avec l'ensemble de ses revenus la plus value imposable, qu'il a pu réaliser par le présent acte, sauf à faire valoir un cas d'exonération.

Frais

Tous les frais, droits et honoraires et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront supportés par la cessionnaire qui s'y oblige expressément.

Mention

Mention des présentes et consentie partout où besoin sera.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les comparants font élection de domicile, savoir

- les cédants en leur domicile,

- la cessionnaire en son siège social.

DONT ACTE

Dans le corps duquel il y a lieu de réincorporer le texte du ou des renvois suivant spécialement et expressément approuvés, qui ne forment qu'un tout avec lui :

CONTENANT :
PAGES : cinq
- renvoi(s) : néant
- chiffre(s) nul(s) : néant
- ligne(s) nulle(s) : néant
- mot(s) nul(s) : néant
- lettre(s) nulle(s) : néant
- blanc(s) bâtonné(s) : néant

FAIT ET PASSE A GRENOBLE
En l'office Notarial sus-désigné, les jours, mois et an susdits.
Et lecture faite, les comparants ont signé le présent acte avec le notaire.

DROIT DE TIMBRE
PAYÉ SUR ETAT
Autorisation
du 31 Mai 1995

M. Marc OUGIER

M. Hervé OUGIER
M. Jacques OUGIER
M. Patrice OUGIER
M. René OUGIER
M. Bernard MASIER
M. Jacques BAUMANN
Tous représentés par Mme MANGIONE

SARL UGIS
Représentée par Mme ROIG

Mme Jeannine BAUMANN
Mme Eliane OUGIER
Mme Michèle OUGIER
Toutes représentées par
Mme MESSINA

Maître Didier LECLERCQ

55000 x 4,8 % = 2640 F
Enregistré a GRENOBLE VERCORS
le 20-06-2001
Bordereau n° 322/10 Folio 83.
Deux mille six cent quarante Francs
Le Receveur Principal
M. TINGRY

DROIT DE TIMBRE
PAYÉ SUR ETAT
Autorisation
du 31 Mai 1988

Pour les besoins de l'enregistrement, Maître Didier LECLERCQ, notaire à GRENOBLE, 22 Boulevard Edouard Rey, précise qu'à la suite d'une erreur matérielle, le total du prix stipulé à la page 6 est erroné et qu'il convient de le remplacer par la phrase suivante :

Total égal au prix :..... 8 384,70 € 55 000,00 F

Didier LECLERCQ Notaire à Grenoble
COUR D'APPEL

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
A LYON-BRON Le 19 JUIL. 2001
Bordereau 249 f° 2
REÇU { - [illegible] Sept cent vingt f°s
- DT: D'Enregistrement Mille cinq cent soixante f°s
Le Receveur Principal,

UGIS

SARL au capital de 50 000 Francs
Siège Social : 69800 SAINT PRIEST
11 Montée de Chambéry

RCS LYON 402 116 446

Assemblée Générale Extraordinaire
Réunion du 23 mai 2001

L'an deux mille un et le vingt trois mai à 18 heures

Les associés de la société "UGIS", SARL au capital de 50.000 Francs, divisé en cinq cents (500) parts sociales de cent francs (100 F) chacune de nominal, dont le siège social est situé à SAINT PRIEST – 11 Montée de Chambéry, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON, sous le numéro 402 116 446

Se sont réunis au siège, sur la convocation qui leur en a été faite par la Gérance.

La séance est ouverte sous la Présidence de Monsieur Marc OUGIER, Gérant de la société.

Celui-ci constate, qu'outre lui-même,
propriétaire de : ..... 450 parts

Sont présents :

- Monsieur Patrice OUGIER,
propriétaire de : ..... 25 parts

- Monsieur Hervé OUGIER,
propriétaire de : ..... 25 parts

TOTAL 500 parts

Il a été établi une feuille de présence, certifiée exacte par le Président, et signée par les associés, à leur entrée en séance.

Le président constate en conséquence, que l'assemblée, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Puis, il rappelle l'ordre du jour de l'assemblée :

Ordre du jour :

- Décision et réalisation définitive d'une augmentation de capital social à concurrence de trente six mille cinq cents francs (36 500 F) pour le porter de la somme de cinquante mille francs (50.000 F) à la somme de quatre vingt six mille cinq cents francs (86 500 F), par incorporation directe du capital de pareille somme prélevée sur le compte « Autres Réserves », au moyen de l'élévation de la valeur des cinq cents parts existantes qui sera porté de cent francs (100 F) à cent soixante treize francs (173 F)

- Décision et réalisation définitive d'une augmentation du capital social d'une somme de quarante quatre mille quatre cent soixante et un francs (44 461 F) pour le porter de la somme de quatre vingt six mille cinq cents francs (86 500 F) à la somme de cent trente mille neuf cent soixante et un francs (130 961 F) par l'émission de deux cent cinquante sept (257) parts sociales nouvelles de cent soixante treize francs (173 F) chacune, à libérer intégralement en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société ;

- Modification corrélative des articles 6 - Apports et 7 - Capital Social des statuts

- Conversion du capital social en euros avec ajustement à l'euro supérieur

- Augmentation du capital par incorporation de réserves

- Suppression dans les statuts de la mention de la valeur nominale des parts sociales

- Modification de l'objet social

- Mise en harmonie des statuts avec les dernières dispositions législatives en vigueur

- Pouvoirs pour les formalités

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

. Un exemplaire des statuts de la société,
. Le rapport de la gérance,
. Un projet des statuts de la société sous sa nouvelle forme,
. Le texte des projets de résolutions à soumettre au vote de l'assemblée,
. Et la feuille de présence.

Puis, il rappelle que les documents visés à l'article 37 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 ont été communiqués aux associés, dans les conditions et délais prescrits par les textes légaux en vigueur.

Le Président donne ensuite lecture du rapport de la gérance établi conformément aux dispositions des articles 69 et 72-1 de la Loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, modifiés par la Loi n° 88-15 du 5 janvier 1988. Cette lecture terminée, personne ne demandant la parole, il met successivement aux voix les résolutions suivantes inscrites à l'ordre du jour :

Première résolution :

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, DECIDE d'augmenter le capital social :

. actuellement fixé à la somme de cinquante mille francs (50 000 F), divisé en cinq cents (500) parts sociales de cent francs (100 F) chacune de nominal.

. d'une somme de trente six mille cinq cents francs (36 500 F)

. pour le porter à la somme de quatre vingt six mille cinq cents francs (86 500 F), par incorporation directe du capital de pareille somme de trente six mille cinq cents francs (36 500 F) prélevée sur le compte « Autres Réserves ».

Le compte « Autres Réserves » s'élève à la somme de trente sept mille trente six francs (37.037 F) après l'opération, il se trouvera ramené à cinq cent trente sept francs (537 F)

Telles que ces sommes résultent du bilan de la société arrêté au 30 septembre 2000, après approbation desdits comptes, affectation et répartition des bénéfices dudit exercice par l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 30 mars 2001.

Cette opération est réalisée au moyen de l'affectation de ladite somme de trente six mille cinq cents francs (36 500 F), à l'élévation du montant nominal de chacune des cinq cents parts sociales composant le capital, lequel est ainsi porté de la somme de cent francs (100 F) à la somme de cent soixante treize mille francs (173 F), avec jouissance à compter du 1er octobre 2000, premier jour de l'exercice en cours.

Par suite, le capital social se trouve fixé à la somme de quatre vingt six mille cinq cents francs (86.500 F). Il est divisé en cinq cents parts sociales de cent soixante treize francs (173 F) chacune de valeur nominale, intégralement libérées.

Cette résolution**, mise aux voix, **est adoptée à l'unanimité

Deuxième résolution :

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, DECIDE d'augmenter le capital social :

. actuellement fixé à la somme de quatre vingt six mille cinq cents francs (86 500 F), divisé en cinq cents (500) parts sociales de cent soixante treize francs (173 F) chacune,

. d'une somme de quarante quatre mille quatre cent soixante et un francs (44 461 F),

. pour le porter à cent trente mille neuf cent soixante et un francs (130 961 F) par la création de deux cent cinquante sept (257) parts sociales nouvelles de cent soixante treize francs (173 F) chacune, numérotées de 501 à 757 inclus, émises au pair et à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

Les deux cent cinquante sept (257) parts sociales nouvelles, qui seront entièrement assimilées aux parts anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires, sont créées jouissance, à compter du premier jour du mois suivant la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de remboursement de tout ou partie du capital social, ou lors de la liquidation de la société, les parts nouvelles étant entièrement assimilées aux parts anciennes, il est stipulé que chaque part, quelle que soit son origine, recevra la même somme nette, de sorte qu'il sera le cas échéant, fait masse entre toutes les parts indistinctement, de toute exonération fiscale, comme de toute taxation susceptible d'être prise en charge par la société et auxquelles le remboursement ou la répartition pourrait donner lieu.

Cette résolution**, mise aux voix, **est adoptée à l'unanimité

Troisième résolution

L'assemblée générale prenant en considération l'adoption de la résolution ci-dessus, prend acte que :

- d'un commun accord entre tous les associés, les deux cent cinquante trois parts sociales nouvelles, sont immédiatement souscrites, savoir :

Par Monsieur Marc OUGIER, déjà associé, ici présent et qui accepte, à concurrence de deux cent cinquante sept parts sociales, ci :	257 parts
. TOTAL égal aux souscriptions	257 parts

- le souscripteur, Monsieur Marc OUGIER, a libéré intégralement le montant de sa souscription de la façon suivante :

à concurrence de quarante quatre mille quatre cent soixante et un francs, prélevée sur son compte courant liquide et exigible chez la société, ci :	44 461,00 F

Etant précisé que Monsieur Patrice OUGIER et Monsieur Hervé OUGIER, autres associés, présents à la réunion, ont déclaré expressément ne pas vouloir souscrire à cette augmentation de capital et donner leur accord expressément et sans réserves à la réalisation de cette opération, dans les conditions mentionnés ci-dessus.

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale :

- au vu de l'arrêté des comptes qui leur a été présenté par le gérant, reconnaissant la liquidité et l'exigibilité des créances affectées à la libération des souscriptions par compensation,

- prenant acte que les augmentations de capital, sont entièrement souscrites, que les parts souscrites sont intégralement libérées en numéraire par compensation avec des créances liquides et exigibles de l'associé sur la société et réparties dans les proportions indiquées ci-dessus,

- CONSTATE que l'augmentation de capital décidée que la résolution ci-dessus, est DEFINITIVEMENT et REGULIEREMENT réalisée.

Cette résolution**, mise aux voix, **est adoptée à l'unanimité

Quatrième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 6 - Apports et 7 - Capital Social des statuts.

ARTICLE 6 : Apports

1°) Lors de la constitution de la société, les associés ont fait apport à la société d'une somme totale cinquante mille francs, ci :	50 000,00 F
2°) A titre d'augmentations de capital :	
- aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 23 mai 2001 il a été incorporé au capital une somme de trente six mille cinq cents francs, ci : prélevée sur le compte « Autres Réserves » au moyen de l'élévation de la valeur nominale des cinq cents parts qui a été porté de cent francs (100 F) à cent soixante treize francs (173 F)	36 500,00 F
- aux termes de la même assemblée générale extraordinaire, il a été apporté par un associé la somme quarante quatre mille quatre cent soixante et un francs, ci : par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, correspondant à deux cent cinquante sept (257) parts sociales de 173 F chacune de nominal intégralement libérées en numéraire.	44 461,00 F
Total des apports :	130 961,00 F

ARTICLE 7 : Capital Social

Le capital social est fixé à la somme de cent trente mille neuf cent soixante et un francs (130 961 F). Il est divisé en sept cent cinquante sept (757) parts de cent soixante treize francs (173 F) chacune de nominal, numérotées de 1 à 757 inclus, intégralement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs droits, savoir :

- Monsieur Marc OUGIER, à concurrence de sept cent sept parts numérotées de 1 à 450 inclus et de 501 à 757 inclus, ci :	707 parts
- Monsieur Patrice OUGIER, à concurrence de vingt cinq parts numérotées de 451 à 475 inclus, ci :	25 parts

- Monsieur Hervé OUGIER,
à concurrence de vingt cinq parts
numérotées de 476 à 500 inclus, ci : 25 parts

TOTAL : 757 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que les cinq cents parts leur appartiennent, sont entièrement souscrites et intégralement libérées en numéraire et réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondent à leurs droits respectifs.

Cette résolution**, mise aux voix, **est adoptée à l'unanimité

Cinquième résolution :

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide la conversion du capital social en euros et de le fixer à la somme de 20 000 Euros.

En conséquence, et compte tenu du taux de conversion officiel, elle décide d'augmenter le capital social d'une somme de 230,40 Francs, soit 35,120 Euros par incorporation de pareille somme prélevée sur le poste "Autres Réserves".

La collectivité des associés décide également la suppression dans les statuts de la mention de la valeur nominale des parts sociales.

Cette résolution**, mise aux voix, **est adoptée à l'unanimité

Sixième résolution

La collectivité des associés décide de modifier comme suit l'article "Capital Social" des statuts

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 20 000 Euros, divisé en sept cent cinquante sept (757) parts sociales entièrement souscrites et libérées, réparties entre les associés comme suit :

- Monsieur Marc OUGIER,
à concurrence de sept cent sept
parts numérotées de 1 à 450 inclus
et de 501 à 757 inclus, ci : 707 parts

- Monsieur Patrice OUGIER,
à concurrence de vingt cinq parts
numérotées de 451 à 475 inclus, ci : 25 parts

- Monsieur Hervé OUGIER,
à concurrence de vingt cinq parts
numérotées de 476 à 500 inclus, ci : 25 parts

TOTAL : 757 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que les cinq cents parts leur appartiennent, sont entièrement souscrites et intégralement libérées en numéraire et réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondent à leurs droits respectifs.

Cette résolution**, mise aux voix, **est adoptée à l'unanimité

Septième résolution :

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de modifier, à compter de ce jour, l'objet social pour adopter l'objet social suivant :

La société a pour objet :

- La prise d'intérêts ou de participations dans toutes sociétés, groupements, entreprises françaises ou étrangères industrielles ou commerciales, quel que soit leur objet , par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux ou autrement,

- La gestion de son portefeuille de titres de participation

- Toutes prestations de services administratives et commerciales, en ce compris la conception, l'étude théorique, technique, la réalisation, la commercialisation ainsi qu'en général, toutes prestations de conseil, auprès des sociétés dans lesquelles sont détenues des participations ; toutes activités fonctionnelles pouvant être nécessitées par la gestion de ces sociétés.

Cette résolution**, mise aux voix, **est adoptée à l'unanimité

Huitième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, la collectivité des associés décide de modifier comme suit l'article "Objet" des statuts

Article 2 – Objet

La société a pour objet :

- La prise d'intérêts ou de participations dans toutes sociétés, groupements, entreprises françaises ou étrangères industrielles ou commerciales, quel que soit leur objet , par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux ou autrement,

- La gestion de son portefeuille de titres de participation

- Toutes prestations de services administratives et commerciales, en ce compris la conception, l'étude théorique, technique, la réalisation, la commercialisation ainsi qu'en général, toutes prestations de conseil, auprès des sociétés dans lesquelles sont détenues des participations ; toutes activités fonctionnelles pouvant être nécessitées par la gestion de ces sociétés.

Cette résolution**, mise aux voix, **est adoptée à l'unanimité

Neuvième résolution

L'assemblée générale, compte tenu de l'importance des modifications législatives intervenues au cours des années précédentes régissant les sociétés à responsabilité limitée, décide la mise en harmonie des statuts de la société avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

A cet effet, et pour une meilleure organisation des rapports des associés entre eux, l'assemblée générale décide de refondre intégralement le texte des statuts qui régiront désormais cette société.

En conséquence, de la décision qu'elle vient de prendre, l'assemblée générale, après avoir pris connaissance du projet des statuts qui lui a été soumis en approuve le texte article par article et ensuite, dans son ensemble et décide de l'adopter comme nouveaux statuts de la société à compter de ce jour. Ces nouveaux statuts dont le texte sera certifié par la gérance, demeureront annexés au procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire.

Cette résolution**, mise aux voix, **est adoptée à l'unanimité

Dixième résolution

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès verbal, pour assurer l'exécution des résolutions qui précèdent, ainsi que pour l'accomplissement de toutes les formalités de publicité ou autres.

Cette résolution**, mise aux voix, **est adoptée à l'unanimité

Lo

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole. la séance a été levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal, signé par le président, après lecture.

Le Président, Monsieur Marc OUGIER

